



On ne s'improvise pas humanitaire

Du siège au terrain,

un même combat mené

par des professionnels



Mai 2007

Contacts presse

Mélanie Turcotte : 01 43 35 82 21 / mturcotte@actioncontrelafaim.org

Sylvain Trottier : 01 43 35 82 24 / strottier@actioncontrelafaim.org

Contact urgence et jours fériés : 06 70 01 58 43 / 06 70 01 58 34

Sommaire

Introduction	p.3
1 - Equilibre entre motivation et compétences	p.4
Une forte motivation	p. 4
Les compétences professionnelles	p. 5
Le volontariat, à quel prix ?	p. 5
Le savoir être, une question de capacité d'adaptation	p. 6
Et après ?	p. 6
2 – Du siège au terrain, un même combat	p.7
Les compétences professionnelles	p. 7
3 - Des profils riches et variés	p.8
Portraits de volontaires	p. 8
Portraits de salariés	p. 10
Le terrain en bref	p. 13
Les salariés du siège en bref	p. 14
4 – Intéressé(e) pour partir ?	p. 15

Introduction

On ne s'improvise pas humanitaire

Avoir un grand cœur et une forte motivation est un préalable indispensable pour s'engager dans l'action humanitaire. Pour autant, cela ne suffit pas à être pertinent dans la mise en œuvre de programmes humanitaires dans des contextes de crises de plus en plus complexes.

Quelles analyses des besoins ? Quels critères d'interventions ? Quelle adaptation des moyens sur le terrain ? Quelles évaluations des actions menées ? Quelles capitalisations de l'expérience ? Quelles ressources humaines pour mettre en œuvre l'action humanitaire ?



La question de la compétence des acteurs humanitaires doit être à la mesure du respect et de l'intérêt que l'on porte aux victimes que l'on veut secourir.

Action contre la Faim a un besoin permanent de personnels compétents, alliant savoir être et savoir-faire, préparés à faire face à des situations particulièrement difficiles.

Equilibre entre motivation et compétences

Action contre la Faim recherche des candidats motivés et compétents

Une forte motivation est bien entendu la condition sine qua non pour rejoindre l'équipe d'Action contre la Faim. En 2006, ils ont été près de 3720 à se proposer pour un départ sur le terrain. Un peu moins de 5% d'entre eux s'y rendront effectivement. Pour le siège parisien, quelques 2200 autres candidatures sont annuellement examinées par les responsables de l'association humanitaire pour aboutir à 10 ou 15 recrutements seulement.

Une forte motivation

Au vu des contextes d'intervention souvent difficiles, la motivation est une condition préalable à tout engagement.

Les chargés de recrutement multiplient donc les entretiens, croisent un faisceau d'indices recueillis au fil des grilles d'évaluation.

« Il est important que le candidat à l'expatriation inscrive sa démarche dans un projet professionnel. Quelle en est l'origine ? Et quelles sont les perspectives envisagées par le candidat ? »

Florence Daunis, Directrice des Ressources Humaines

Telle motivation peut être née très tôt et dans ce cas les candidats ont suivi une formation ad hoc ; c'est le cas des médecins, infirmières, ingénieurs en agronomie tropicale ou autres diplômé(e)s en coopération et développement.

Mais la porte n'est pas fermée à des profils différents, selon les compétences acquises. Ainsi celui ou celle qui s'est déjà investi dans une activité associative, qu'elle soit liée au caritatif ou au culturel, a également ses chances. Un atout essentiel lorsque l'on veut apporter son aide et ses savoirs- faire à des populations soumises au chaos.

La vocation humanitaire se révèle parfois tardivement. Le désir d'aider peut se manifester en plein exercice d'une vie professionnelle dans le secteur privé. La quête de sens se fait alors impérieuse pour quelques personnes qui réalisent que leurs valeurs essentielles ne sont pas en adéquation avec leur activité quotidienne.

Une certitude : on ne vient jamais à l'humanitaire par hasard.

Reste à se défier des erreurs de « casting » : racistes, colonialistes plus ou moins avoués, candidats fuyant leur situation actuelle n'iront pas « régler » leurs problèmes auprès des damnés de la terre. Méfiance, aussi, envers ceux qui proposent un volontariat totalement gratuit. Pas question non plus de confier des responsabilités à quelqu'un qui considère ce type de mission comme un travail ordinaire.

Les compétences professionnelles



Un niveau cadre, une formation adaptée, une expérience professionnelle de deux ans minimum, la maîtrise de l'anglais : tels sont les critères généralement requis pour tout volontaire ou salarié d'Action contre la Faim.

Toutefois, les profils plus atypiques ont leur chance s'ils font apparaître des compétences techniques spécifiques.

A cela, il convient d'ajouter une autre condition : l'adéquation entre les savoirs-faire et les besoins d'Action contre la Faim.

Ingénieurs ou techniciens supérieurs doivent aussi, pour œuvrer sur le terrain, avoir une forte capacité de résistance au stress et une bonne dose de maturité, même si la moyenne d'âge des 295 volontaires d'Action contre la Faim n'est que de 31 ans.

Les employés locaux d'Action contre la Faim France sont plus de 3400 à avoir été recrutés à travers la vingtaine de pays où l'association intervient. Avoir déjà travaillé est donc essentiel avant de se retrouver chef de projet et d'encadrer -voire de former- des employés locaux ou d'autres expatriés.

Ainsi **chaque année, en France, près de 160 personnes sont recrutées** pour travailler comme expatrié sur le terrain. Il s'agit d'**infirmières, nutritionnistes, médecins, sage-femmes, ingénieurs agronomes, hydrauliciens, socio-économistes, logisticiens, psychologues, spécialistes des ressources humaines ou gestionnaires**.

Avant leur départ sur le terrain, une formation est dispensée par l'association : rappel des valeurs communes fondamentales, préparation à un nouvel environnement, valorisation des potentiels, maîtrise du management de projets et d'équipes, capitalisation des expériences ou études de nouvelles procédures d'intervention. Tout au long de leur engagement, des formations leur sont proposées : au total, 48 semaines sont consacrées à la formation.

Le volontariat, à quel prix ?

Candidats à la fortune financière, s'abstenir...

Les volontaires d'Action contre la Faim (2/3 de l'effectif expatrié) perçoivent une **indemnité**. Exerçant en qualité de « volontaires de la solidarité internationale » (loi du 23 février 2005), ils perçoivent 838 euros chaque mois. Les versements cessent à chaque retour de mission, avec une protection sociale étendue durant trois mois, à l'issue desquels les volontaires passent sous couverture médicale universelle (CMU).

En revanche, pour les hommes et femmes de terrain exerçant une **fonction d'encadrement** (chefs de mission, administrateurs et coordinateurs), Action contre la Faim a développé **un salariat**. Là encore, rien de pharaonique puisque ceux-ci perçoivent une rémunération mensuelle brute échelonnée entre 1550 euros et 2450 euros. Une réévaluation nécessaire et réaliste pour ces professionnels bardés de diplômes et de compétences opérationnelles, qui peuvent prétendre à de plus lourdes fiches dans le secteur privé, les institutions internationales ou d'autres ONG, anglo-saxonnes notamment. En effet, il faut capitaliser sur les expériences acquises et une politique de fidélisation de ces cadres est nécessaire dans ce domaine où le turn-over est important.

Le savoir être, une question de capacité d'adaptation



Témoins actifs, au quotidien, des ravages de la guerre et de ses cohortes d'atrocités, les expatriés de l'association subissent un stress intense, parfois même des traumatismes psychologiques. Bien que doublé d'un solide professionnalisme, l'engagement total des personnels humanitaires ne les protège pas pour autant de toute blessure psychologique. Action contre la Faim considère donc qu'il est de sa responsabilité de soutenir ses volontaires confrontés à la détresse des populations.

Pour agir sur les causes du stress, un dispositif complet est mis en œuvre, via la formation, la prévention médicale, le rythme de travail durant les missions, les temps de récupération entre chacune d'entre elles ainsi qu'un suivi régulier et de qualité.

Les chefs de mission sont préparés à la gestion de crise, tandis qu'à chaque retour en France, les expatriés bénéficient d'un entretien individuel, en toute confidentialité, avec une personne de l'ONG connaissant le terrain. En cas d'« incident critique » (toute situation où un expatrié est confronté directement à la mort, une prise d'otage ou une agression) des « débriefeurs » sont immédiatement dépêchés sur place. Enfin, l'association est en contact avec un réseau de psychiatres et de psychologues spécialisés en victimologie.

Et après ?

Si l'action humanitaire n'a rien de confortable, le retour à un parcours professionnel « classique » n'est pas non plus de tout repos.

Sans droit d'accès aux ASSEDIC pour les contrats de volontaire, le candidat au « retour » doit valoriser son expérience de terrain auprès d'employeurs qui, pour certains, doutent de leur adaptabilité au secteur privé. Si des opérations de sensibilisation auprès des entreprises sont menées, des problèmes subsistent.

Pourtant, sur le terrain, **l'expatrié aura élargi sa palette de compétences, géré une équipe d'au moins 10 employés locaux et des budgets conséquents, fait preuve de résistance à un stress intense dans des conditions difficiles. Ces plus-values sont encore trop peu reconnues** sur le marché de l'emploi où l'on s'attache encore à l'image du boy-scout aventurier...

Les responsables d'ONG notent une constante : les expatriés qui avaient une bonne « employabilité » avant leur engagement, conserveront cet atout lorsqu'ils se proposeront à nouveau sur le marché de l'emploi. Mais à une condition : que leur mission humanitaire ait été de courte durée. Dans le cas contraire, il peut être plus difficile de retrouver un emploi dans le secteur privé sans une remise en question.

Consciente des risques de précarité, Action contre la Faim a créé **un fonds de solidarité** pour les personnels amenés à cesser leur engagement dans une mission pour un cas de force majeure, maladie ou décès d'un proche notamment.

Autre dispositif, **une aide à la réinsertion individualisée**. Mené conjointement avec un cabinet privé, cet accompagnement s'étend sur six mois et a pour objectif de définir un projet professionnel ainsi qu'une recherche d'emploi.

Troisième volet mis en place par Action contre la Faim : **une bourse d'études** pour les expatriés qui ont un objectif professionnel après leur retour.

Enfin, **la mise en place du salariat** pour tous les cadres exerçant sur le terrain (chefs de mission, coordinateurs et administrateurs) permet de limiter encore les conséquences de la précarité qui touche ce secteur.



Du siège au terrain, un même combat

La faim est une arme qui tue une personne toutes les 4 secondes. Action contre la Faim se doit de combattre ce fléau. Pour ce faire, il est indispensable d'orienter et d'adapter nos moyens pour être le plus efficace et le plus rapide possible. D'où une coordination nécessaire entre les sièges (Paris, Londres, Madrid, New-York et Montréal) et les équipes dépêchées sur le terrain.

Le siège est au service des missions sur le terrain. D'une certaine manière c'est le QG depuis lequel les moyens humains et matériels sont planifiés, organisés et gérés.

Ainsi, tout est orchestré le plus rationnellement possible afin que le travail des hommes et femmes de terrain soit à la mesure de la situation.

En cas d'urgence, les opérations sont menées du siège selon trois phases :

1. Tout d'abord, une équipe réduite et très expérimentée est constituée. Elle mènera une première « mission exploratoire » d'une durée de 3 à 6 semaines dans la zone où l'on craint l'imminence d'une crise humanitaire.
2. Dans le même temps, le siège commence à identifier une deuxième équipe, en général une quinzaine de personnes, expérimentées pour une part, nouvelles recrues pour le reste.
Si la « mission exploratoire » confirme les besoins humanitaires, la nouvelle équipe part sur le terrain afin d'ouvrir les premiers programmes. En fonction des besoins, une montée en puissance du dispositif (nutritionnistes, puis spécialistes de la sécurité alimentaire, logisticiens, financiers, personnels d'encadrement) est opérée.
3. Une troisième équipe est constituée, définitive celle-là. Ainsi, 8 à 12 semaines après l'alerte, le groupe de volontaires est « stabilisé » et gère au quotidien les programmes sur le terrain.

Les compétences professionnelles

Autrefois vécu comme une promotion, l'accès à un poste au siège parisien était pourtant « moins payé » qu'une activité de « terrain ». Mais développement des ONG oblige, la nécessité de faire appel à des personnels sans cesse plus qualifiés s'est fait ressentir.

« Nous nous sommes aperçus que nous ne pouvions plus recruter avec une politique de très bas salaires et, que d'autre part, nous ne pouvions garder des personnes dotées d'une forte compétence doublée d'une expérience de terrain »

Florence Daunis, Directrice des Ressources Humaines

Conséquence : une politique salariale raisonnablement revue à la hausse de façon à trouver le juste équilibre entre les contraintes du monde moderne et les missions que s'est assignée l'association.

Pour le siège, des comptables, des contrôleurs de gestion, des professionnels de l'informatique, de la communication, du marketing ou des ressources humaines peuvent donc également être recherchés.

Des profils riches et variés

Dans l'humanitaire, il n'y a pas de profils types du genre « mythe du French Doctor ». A Action contre la Faim, volontaires sur le terrain ou salariés au siège, ont tous en commun le sens de l'engagement, la motivation et la compétence.

Patricia, Pierre et Eric

portraits de volontaires

Patricia Belliard, 32 ans, infirmière nutritionniste au Sud Darfour

Infirmière de formation, Patricia travaille pendant 10 ans dans un hôpital nantais au service chirurgie infantile. Confrontée à la misère de certaines populations lors d'un voyage au Pérou, elle décide de mettre à profit ses compétences et son expérience auprès des plus démunis: « **J'ai eu un déclic, je me suis dit que je pouvais vraiment faire quelque chose de mon métier** ».

Elle part en septembre 2006 sur la base de Nyala-Darfour; pendant 8 mois elle est responsable du programme de nutrition et de santé et gère une équipe locale d'environ 50 personnes. Le centre de nutrition thérapeutique dont elle s'occupe est situé dans un camps de déplacés et accueille à ce jour 220 personnes souffrant de malnutrition. Ce sont majoritairement des enfants. Elle nous raconte : « Quand un enfant arrive dans le centre, on doit déterminer s'il souffre de malnutrition sévère. S'il présente les symptômes, on le prend rapidement en charge : le traitement se fait en 4 phases. En parallèle des soins, on apprend aux mères à réalimenter leurs enfants de manière équilibrée ».

Depuis deux ans, Patricia met à profit son expérience auprès des populations vulnérables mais elle ne compte pas s'arrêter là. Prochainement, elle rejoindra la Birmanie pour l'ouverture d'un programme de nutrition et de santé à Sittwe, dans la région Sud-est du pays.

Pierre Fillatre, responsable d'un programme d'eau et assainissement dans le Nord Caucase

Après avoir validé un titre d'ingénieur maître en *Environnement, Technologie et Société* à Marseille, Pierre a complété sa formation par un master d'hydrogéologie à Grenoble. Pendant ses années d'études, il a eu l'occasion d'effectuer plusieurs stages humanitaires en Asie et en Afrique.

A partir de mars 2005, il part pour Action contre la Faim, mettre en place des programmes d'eau et d'assainissement en Birmanie, en Afghanistan, puis au Burundi. Pierre est donc déjà un travailleur humanitaire chevronné lorsqu'en août 2006, il est envoyé comme coordinateur dans le Nord Caucase. Pierre s'assurait du bon déroulement des opérations « Eau et Assainissement » en Tchétchénie et en Ingouchie et servait de relais entre l'équipe locale et le siège. L'équipe « Eau et Assainissement » locale était constituée d'une quinzaine d'employés tchétchènes. Leur rôle était de rétablir, dans les logements, les hôpitaux, et les écoles, les infrastructures hydrauliques et sanitaires détruites par la guerre. Ce travail de réhabilitation consistait à rouvrir des points d'eau, à installer des douches et des latrines, et à distribuer des kits de stockage d'eau à la population.

Des milliers de réfugiés se sont installés dans les zones périphériques de Grozny. Certaines familles habitent dans les anciennes baraques pour ouvriers travaillant dans les anciennes usines pétrolières. D'autres ont été rassemblées dans des centres d'accueil communautaires où les conditions d'hygiène sont déplorables.

Eric Bosc, 31 ans, coordinateur logistique au Cambodge pendant 18 mois

Après un DESS en ingénierie de l'eau, Eric décide de suivre une formation chez Bioforce. Il vient d'achever les derniers programmes d'Action contre la Faim en eau et assainissement dans la région de Mondolkiri, au Nord-est du Cambodge.

Pendant un an et demi, Eric a supervisé la réhabilitation et la construction de centaines de puits et de forages et a mis en place des séances d'éducation à la santé et à l'hygiène. Seul pour diriger une équipe locale de 28 personnes, Eric nous explique que la principale difficulté de ce projet résidait dans le fait que les villages étaient très difficiles d'accès, surtout pendant la saison des pluies.

« Nous étions à une journée de route de la capitale. Le seul moyen pour nous de nous rendre dans les villages était en moto. La saison des pluies a été très difficile. Nous étions toujours trempés, les routes étaient pleines d'ornières et il nous fallait souvent traverser des rivières en crue à la nage, tenant nos motos à bout de bras. **J'ai eu la chance d'avoir à mes côtés une équipe très soudée et très courageuse.** Je suis content d'avoir pu rester autant de temps à leurs côtés. Cela m'a permis d'apprendre leur langue et de comprendre leurs coutumes. **Si je devais repartir avec ACF, j'aimerais continuer à travailler sur des projets de longue durée.** »

Malgré un petit pincement au cœur lorsqu'il repense aux Phnongs et à leurs particularités culturelles qui risquent de disparaître petit à petit, Eric est heureux d'avoir pu mener un si vaste projet jusqu'au bout. Aujourd'hui, plus de 80% de la population de la province a un accès à une source fiable d'eau, alors qu'en 2002 seulement 4% y avait accès !

Cécile, Sabrina et Philippe :

portraits de salariés

Cécile Salpeteur, 30 ans, nutritionniste



Sa maîtrise de biologie et son DESS en « Nutrition et Alimentation dans les pays en développement » obtenus, Cécile, qui avait déjà vécu à l'étranger lorsqu'elle était enfant (Rwanda, Arabie Saoudite) ne rêvait que d'une chose : partir sur le terrain. Motivation supplémentaire : le métier de nutritionniste n'arrive pas à s'imposer en France ; ce sont les médecins nutritionnistes ou les diététiciens qui occupent cette fonction. L'ONG *Solidarités* offre à Cécile son premier poste de volontaire en Roumanie, où elle s'occupe de distributions alimentaires et non-alimentaires à des handicapés mentaux adultes, dont personne ne s'occupe dans le pays. Elle part ensuite au Burundi où elle est en charge d'un centre nutritionnel thérapeutique et de 10 centres nutritionnels supplémentaires. « **Ces 16 mois ont été tellement intenses que j'ai l'impression que 3 années se sont écoulées** ». Ses responsabilités s'accroissent : management, coordination nationale avec les

autres ONG et les Nations Unies, enquêtes nutritionnelles, éducation à la santé dans les collines, rédaction de rapports aux bailleurs de fonds... « J'ai été confrontée à la mort, mais cette mission a été passionnante : j'ai été littéralement portée par les gens que je côtoyais ».

Après quelques mois de repos, Cécile frappe à la porte d'Action contre la Faim et est envoyée en Afghanistan pour un projet pilote. Elle sera cette fois « nutritionniste volante » : son rôle n'est plus de traiter la malnutrition mais de la prévenir. Parcourant de nombreux sites, elle réalise des enquêtes nutritionnelles et surveille l'état nutritionnel des populations. Une cartographie des populations vulnérables pourra alors être conçue. Après de nouvelles expériences en Ethiopie et au Nigeria, Cécile trouve un travail en France : elle travaille à l'Institut de veille sanitaire, au sein de la cellule épidémiologique et veille nutritionnelle. « Réaliser une étude pilote en France est beaucoup plus compliqué que dans un pays qui vit une urgence humanitaire ! Il y a beaucoup plus de difficultés administratives ». Dotée d'une formation supplémentaire en épidémiologie qui l'a formée pour utiliser des outils statistiques, Cécile accepte le poste de responsable des programmes nutritionnels que le siège d'Action contre la Faim lui propose. **Elle s'occupe du suivi des programmes nutritionnels de 5 pays : République Centrafricaine, Madagascar, Zimbabwe, Indonésie et Sri Lanka.** « Définir les stratégies, valider les rapports, développer la base de données en réunissant toutes les informations recueillies sur le terrain m'occupe à plein temps ! ». Insatiable, elle songe tout de même à repartir sur le terrain et à décrocher un diplôme de plus...

Sabrina Silvain, 28 ans, responsable des programmes pour le pool Afrique de l'Ouest et Corne de l'Afrique



Après une maîtrise d'IEP, Sabrina intègre un DESS d'aide humanitaire à Aix en Provence en 2001. **C'est durant son stage de fin d'études, au service « recrutement des volontaires » qu'elle entre chez ACF.** Mais c'est dès le lycée, en participant à des convois humanitaires en Roumanie, que Sabrina est sensibilisée aux problématiques humanitaires. Pendant son stage à ACF, un poste d'assistant desk s'ouvre. Elle postule et obtient ainsi son 1^{er} poste au siège. Elle travaille pendant un an comme assistante au pool Afrique de l'Ouest, Mongolie, Tchétchénie ; mais rapidement, l'envie d'aller sur terrain la démange. Elle part donc pour une mission de 9 mois, en Ethiopie, en tant que « food sec » : responsable de la sécurité alimentaire. Son travail consiste alors à réaliser des enquêtes socio-économiques auprès des populations. Le but étant de mieux comprendre et déterminer la vulnérabilité de ces populations en terme d'accès à la nourriture et ainsi d'adapter les programmes aux besoins alimentaires et économiques des populations. Elle enchaîne avec une mission au Soudan de 4 mois. Puis, elle retourne un an au Sud Soudan, cette fois en tant que coordinatrice de programmes. Cette dernière mission restera la plus marquante pour Sabrina car « c'est un endroit où on ne se pose pas la question de savoir pourquoi on est là tellement les besoins sont évidents et visibles. »

De retour en France, **elle devient responsable des programmes pour le pool Afrique de l'Ouest et Corne de l'Afrique, en mai 2005.** Son travail consiste aujourd'hui à assister les équipes sur le terrain en coordination avec les départements technique, logistique et financier, à concrétiser la stratégie d'ACF sur le terrain, à formuler les demandes auprès des bailleurs, à suivre les candidatures d'expatriés avec le service RH. Sabrina a su saisir les opportunités qui se présentaient à elle, mais par dessus tout, c'est « **l'envie de mettre mes compétences et mon énergie dans des causes auxquelles je crois, savoir pourquoi et pour qui je me lève tous les matins** », qui la motive !

Philippe Maquet, 36 ans, gestionnaire Siège

Pour Philippe, l'humanitaire c'est avant tout une histoire de rencontres et de partage.

Diplômé de Sciences Po Bordeaux, il se spécialise dans la gestion des collectivités locales grâce à un master de management public et travaille 7 ans dans ce secteur.



C'est au cours de ses voyages que Philippe ressent le besoin de s'impliquer plus dans la solidarité : « quand on voyage en tant que touriste, on constate des problèmes, de la pauvreté mais on n'a pas les moyens d'agir, on reste spectateur. »

Motivé par cette envie de « *voyager autrement* », il s'engage auprès de Médecins sans Frontières pour une première mission en tant qu'administrateur au Yémen. Il part ensuite avec Médecins du Monde pendant presque 4 ans à Moscou puis en Palestine en tant qu'administrateur de base.

Pour Philippe, le poste d'administrateur, responsable administratif et financier sur un programme ou un pays, ne correspond pas à l'image qu'on en a souvent. « C'est un poste pivot au sein de l'équipe de coordination. L'administrateur connaît les programmes. Comme le logisticien, il est indispensable aux missions. »

Après avoir connu le terrain, Philippe est revenu depuis 2 ans en France et occupe le poste de gestionnaire de missions à Action contre la Faim. Au sein d'une équipe de 6 personnes, son travail consiste à contrôler le travail des administrateurs terrains – budget, comptabilité, sécurité des transferts d'argent... – et à les soutenir dans leurs fonctions notamment par la formation et l'assistance au quotidien. Il est donc en relation tous les jours avec le terrain et effectue aussi des visites sur les missions. « C'est très important de garder le contact avec le terrain pour connaître les programmes mais surtout pour instaurer une confiance entre le siège et le terrain. »

Avant toutes choses, ce qu'apprécie Philippe dans son travail c'est « **de rencontrer des gens, découvrir d'autres cultures, garder l'esprit ouvert et nouer des relations** », par exemple lors de formation d'employés locaux au poste d'administrateur. « La politique des Ressources Humaines à Action contre la Faim a cet avantage de vouloir faire progresser les employés, locaux, expatriés ou salariés. Celui qui a envie d'aller plus loin et de s'investir a la possibilité d'évoluer au sein de l'association. »

Le terrain en bref

Effectifs : environ 295 personnes sur le terrain (qui encadrent 3400 personnes employées localement).

Répartition par sexe : 55% d'hommes, 45 % de femmes (chiffres des expatriés)

Profil : célibataires, sans enfant, maîtrise de l'anglais.

Moyenne d'âge : 31,7 ans.

Métiers : Logisticiens (26%), Nutritionnistes/Infirmières/médecins (20%), Hydrauliciens (14%), Sécurité alimentaire (ingénieurs agronomes, socio-économistes) (19%), Administrateurs (12%), Chefs de mission (9%), ...

Engagement : un an minimum (seuls les médecins peuvent s'engager sur 3 à 6 mois).

Statut et rémunération (pour ceux recrutés par l'association française) :

- 76% sont volontaires (statut défini par la loi du 23 février 2005). Ils perçoivent une indemnité mensuelle de 838 euros. Leur statut est précaire : les versements cessent à chaque retour de mission, avec une protection sociale étendue durant trois mois, à l'issue desquels les volontaires passent sous couverture médicale universelle (CMU).
- 22% sont salariés (chefs de mission, coordinateurs) et perçoivent une rémunération mensuelle brute échelonnée entre 1550 et 2450 euros, à laquelle s'ajoute la prise en charge par l'ONG des frais de vie.

Les métiers

→ **Chef de mission** : Il /elle organise les moyens humains et matériels de l'ensemble de la mission. Stratège de chaque intervention à l'étranger, il est l'interlocuteur, pour Action contre la Faim, des gouvernements, partenaires humanitaires ou bailleurs de fonds. Autre priorité : assurer la sécurité de ses équipes.

→ **Administrateur** : Il /elle coordonne la gestion administrative et financière de la mission, ainsi que la gestion des ressources humaines locales.

→ **Nutritionniste, infirmière, médecin** : Chacun d'entre eux, selon ses compétences, veille à la réalisation des objectifs et met son savoir-faire au service des employés et des partenaires nationaux. Ils préviennent, dépistent et traitent la malnutrition, éduquent aux techniques de renutrition et mènent des enquêtes pour adapter l'action aux besoins réels des populations.

→ **Hydraulicien** : Il /elle met en œuvre la distribution d'eau, via des forages de puits et des techniques d'irrigation des champs. Il apprend aux techniciens locaux à préserver ou améliorer la qualité de l'eau par l'entretien des pompes, l'aménagement des sources et les travaux d'assainissement. De niveau Bac, BTS ou ingénieur, il sensibilise également les populations aux risques épidémiologiques.

→ **Agronome** : Il /elle relance l'agriculture locale via des distributions de semences et d'outils, et de la formation.

→ **Logisticien** : Il /elle assure la gestion des moyens matériels nécessaires à la mission. Infrastructures, transports, stocks, approvisionnement, gestion, communication : son rôle polyvalent en matière d'intendance est indispensable au bon déroulement de l'intervention.

NB : Les responsabilités liées à ces postes varient selon les contextes d'intervention et le volume d'activités de la mission.

Le siège parisien en bref

Effectif au 31/12/05 : 99 personnes

Les cadres représentent 54,1% des effectifs au 31/12/05

Répartition par sexe : 63,3 % de femmes, 36,7 % d'hommes au 31/12/02.

Moyenne d'âge : 34,6 ans au 30/12/05.

Métiers au 31/12/05: Finances (26% des effectifs du siège), Supervision des opérations (17%), Nutrition, Sécurité alimentaire, Eau/assainissement, Médical et recherche (18%), Ressources humaines (18%), Communication et développement (18%), Direction (2%), Présidence (1%).

Rémunération au 30/06/05: Le salaire mensuel moyen sur 13 mois est de 2250,96 euros bruts.

Les métiers

Les missions sur le terrain ne pourraient fonctionner sans : une vue d'ensemble, un suivi quotidien, une coordination des moyens financiers et humains assurés par les salariés du siège.

→ **Les experts techniques** : Ce département comprend les 4 domaines d'intervention d'Action contre la Faim : la nutrition, la santé, la sécurité alimentaire, l'eau et l'assainissement ; constitué de spécialistes de chaque domaine. Son rôle : l'expertise et l'étude des problématiques techniques, la définition de la stratégie d'intervention, l'analyse et la gestion des besoins, un soutien technique au terrain.

→ **Les responsables géographiques et responsables de programmes** : Les « Opérations » regroupe 4 « pool desks » recouvrant l'ensemble des pays d'intervention d'Action contre la Faim. Chacun de ces pôles comprend un responsable géographique et un responsable programmes. Leur rôle consiste à superviser et coordonner les programmes menés sur le terrain : recherche de financements, mise en place de la stratégie d'intervention pour chacun des pays en coordination avec le terrain et les techniques...

→ **La logistique** : Ce service est composé de 2 personnes. Leur rôle : recruter et former des logisticiens sur le départ, support technique et contrôle de la logistique des missions, validation et passation des commandes nécessaires à la mise en œuvre des interventions sur le terrain : laits thérapeutiques, matériel hydraulique, médicaments, moyens de communication... Sans oublier le SAE (Service Achats et Expéditions) qui gère les achats, l'approvisionnement et les expéditions de matériels.

→ **La gestion des missions** : A chacun des desks est rattaché un gestionnaire de mission qui s'occupe du suivi financier. Leur rôle : évaluation des risques financiers, suivi du travail de l'administrateur sur le terrain, conseil et audit, soutien aux administrateurs pour la politique de management des employés locaux.

→ **La communication et le développement** : organisation d'événements, animation des délégations, relations avec la presse, les donateurs, les entreprises... Il s'agit de faire connaître la travail de l'association, témoigner voire alerter sur ce qu'il se passe sur le terrain et récolter des dons privés pour qu'Action contre la Faim continue à venir en aide aux populations avec réactivité et indépendance.

→ **Les ressources humaines** : recrutement et suivi des expatriés mais aussi des salariés au siège, mise en œuvre et soutien des politiques de ressources humaines, gestion des ressources humaines nationales, formations...

Intéressé(e) pour partir en missions ?

Engagez-vous sur nos missions

Action contre la Faim est une équipe d'hommes et de femmes qui travaillent dans un seul et même objectif : agir efficacement et concrètement contre un fléau inacceptable, la persistance de la faim dans un monde d'abondance.

Quels sont les critères de sélection ?

- Diplômes et expérience :

Les expatriés doivent maîtriser (formation + expérience professionnelle/stages/bénévolat de 2 ans minimum) les techniques de mise en oeuvre propres à leur spécialité et être capables d'encadrer des équipes locales.

- Langues étrangères :

La maîtrise écrite et orale de l'anglais est indispensable et la pratique d'une autre langue (français, espagnol, portugais ou autre...) est très souhaitable.

- Etat d'esprit :

Etre capable de s'adapter rapidement à de nouvelles conditions de vie, de travailler en équipe en respectant les cultures des pays d'accueil, enfin d'être très motivé par la réalisation de nos programmes humanitaires.

- Engagement :

Une disponibilité minimale d'une année pour l'ensemble des expatriés. Seuls les médecins ont la possibilité de s'engager sur 3 à 6 mois.

Comment postuler ?

Envoyer un **Curriculum Vitae** ainsi qu'une **lettre de motivation** à :

Action Contre la Faim

Service Recrutement

4, rue de Niepce

75014 PARIS

ou envoyer directement un e-mail : recrutementvolontaires@actioncontrelafaim.org

Conditions générales :

Pour l'ensemble des expatriés :

Préparation au départ et formation technique de 2 à 3 semaines avant le départ en mission.
Formation continue assurée.

Prise en charge des frais de transport (Voyage aller/retour), d'hébergement (logement collectif) et de nourriture.

Couverture sociale, mutuelle complémentaire, assurance rapatriement et accident du travail.